

Impact des transferts de TVA reversés par l'État Marocain sur les ressources des collectivités territoriales : Cas des communes de la province de TATA et TIZNIT

Impact of VAT transfers paid by central government to local communities in Morocco: Case of municipalities of the province of TATA and TIZNIT

Brahim ABIDAR, (Doctorant)

*Faculté des sciences Juridiques, Économiques et Sociales
Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc*

Houssame BOUSEFFOUR, (Doctorant)

*Faculté des sciences Juridiques, Économiques et Sociales
Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc*

Rahim ETTOR, (Enseignant-Chercheur)

*Faculté des sciences Juridiques, Économiques et Sociales
Université IBN ZOHR d'Agadir, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques économiques et sociales Agadir Cité Dakhla, Agadir, Maroc B.P 8658 (+212) 528 23 28 20 info@fsjes-agadir.org
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	ABIDAR, B., BOUSEFFOUR, H., & ETTOR, R. (2023). Impact des transferts de TVA reversés par l'État Marocain sur les ressources des collectivités territoriales : Cas des communes de la province de TATA et TIZNIT. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(1-2), 481-498. https://doi.org/10.5281/zenodo.7631252
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: January 03, 2023

Published online: February 13, 2023

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 4, Issue 1-2 (2023)

Impact des transferts de TVA reversés par l'État Marocain sur les ressources des collectivités territoriales : Cas des communes de la province de TATA et TIZNIT

Résumé :

Cette étude tente de trouver l'impact des transferts budgétaires versés par l'État Marocain aux collectivités territoriales sur l'ensemble des ressources propres de ces collectivités, cette analyse de causalité est faite en fonction de la taille de la population, de la superficie et de l'alignement politique. L'étude a été menée sur les communes de la région Souss-Massa-Daraa, plus précisément les communes de Tata et Tiznit. Pour ce faire, à partir des données collectées au niveau des communes précitées, un modèle à effets fixes et un modèle de données de panel à effets aléatoires ont été estimés. L'utilisation de modèles à effets fixes et à effets aléatoires dans cette étude est importante, car elle permet une estimation plus précise de l'impact des variables indépendantes sur la variable dépendante. Un modèle à effets fixes est utilisé pour contrôler les variables inobservées dans le temps qui peuvent affecter la relation entre les variables indépendantes et dépendantes. Un modèle à effets aléatoires est utilisé pour tenir compte de la présence de variables non observées qui varient dans le temps et entre les unités. Cette question de recherche est pertinente, car elle vise à comprendre comment les ressources des municipalités sont affectées par le niveau des allocations budgétaires (part dans le produit de TVA) reçues de l'État. Cela est important, car il permet de comprendre comment les municipalités sont en mesure de fournir des services publics à leurs citoyens. En outre, comprendre comment la taille de la population, la superficie géographique de la commune et l'alignement politique des décideurs de la commune affectent le niveau des allocations budgétaires reçues de l'État. Aussi il peut aider les décideurs politiques à concevoir des politiques qui soutiennent mieux les communes. Les résultats de cette étude ont montré que, globalement, les recettes des communes, indépendamment de fonctionnement ou d'investissements, de la taille de la population et du niveau des dépenses, ont un effet positif sur la part de l'allocation reçue du pouvoir central donateur. En revanche, l'alignement politique n'a pas d'effet sur le niveau des transferts, tandis que la taille de la surface municipale a un effet négatif sur cette part.

Mots clés : Transferts budgétaires, dotations de TVA, redistribution, communes, décentralisation

Classification JEL : H20, H50.

Type de l'article : Recherche appliquée

Abstract:

This study attempts to find the impact of municipal budget revenues on the level of budget allocation received from the state, in relation to population size, surface area, and political alignments. The study was conducted by the municipalities of the Souss-Massa-Daraa region, specifically the municipalities of Tata and Tiznit. To do this, using data collected at the level of the aforementioned municipalities, a fixed-effects model and a random-effects panel data model were estimated. The use of fixed effects and random effects models in this study is important because it allows for a more accurate estimation of the impact of the independent variables on the dependent variable. A fixed effects model is used to control for unobserved time-invariant variables that may be affecting the relationship between the independent and dependent variables. A random effects model is used to account for the presence of unobserved variables that vary across time and across units. This research question is relevant because it aims to understand how the resources of municipalities affect the level of budget allocation received from the state. This is important because it helps to understand how municipalities are able to provide public services to their citizens. Additionally, understanding how population size, surface area, and political alignment affect the level of budget allocation received from the state can help policymakers to design policies that better support municipalities. The results of this study showed that, overall, the resources of municipalities, regardless of their functioning or investment, population size, and expenses, have a positive effect on the share of the allocation received from the central government. On the other hand, political alignment does not have an effect on the level of transfers, while the size of the municipal surface area has a negative effect on this share.

Keywords: Transfers, redistribution, municipalities, decentralization

JEL Classification: H20, H50.

Paper type: Empirical research

1. Introduction

L'objectif de ce papier est d'analyser les déterminants des transferts budgétaires provenant de la part dans le produit de TVA versées par l'État aux communes de la région de Souss-Massa-Draa, spécifiquement, les communes des deux provinces, Tiznit et Tata¹. Dans ce document, des modèles économétriques ont été construits afin d'estimer l'ampleur observée de l'effet des ressources des communes, leurs dépenses, la taille de la population, la superficie et l'alignement politique sur le niveau perçu de ces transferts dans le contexte régional des communes de Tata et Tiznit.

La nouvelle configuration territoriale s'inscrit dans la logique de donner de plus en plus d'autonomie aux régions dans la gestion de leurs ressources. En effet, les pays du monde entier se sont lancés dans d'importants programmes de décentralisation au cours des trois dernières décennies pour diverses raisons (Rodriguez-Pose et Sandall, 2008 ; Shah, 2007). Ces raisons comprennent les pressions politiques démocratiques ascendantes, la crainte d'une désintégration territoriale nationale due à des revendications séparatistes ethniques ou culturelles, ou tout simplement la désillusion à l'égard des systèmes centralisés de gouvernance économique et la nécessité d'améliorer l'efficacité globale du secteur public (Bird et Ebel, 2006 ; Boadway et Shah, 2009 ; Kyriacou et Roca-Sagales, 2011 ; Lockwood, 2006).

La décentralisation de la fourniture des biens et services publics doit être suivie de la mise en œuvre d'un système d'affectation des recettes et d'un système intergouvernemental qui assure le financement adéquat des fonctions décentralisées aux unités de gouvernement régionales et l'équité dans la distribution des ressources (Musgrave, 1983). En général, il est économiquement efficace de décentraliser les responsabilités en matière de dépenses plus que les sources de revenus (Musgrave, 1983). Cependant, cela tend à générer des déséquilibres fiscaux verticaux entre les niveaux de gouvernement, qui doivent être traités par un système de subventions bien conçu (Boehringer, 1983). Au fur et à mesure que les subventions deviennent partie intégrante de la structure budgétaire des collectivités territoriales, elles se sont avérées vulnérables au type de marchandage politique qui affecte toute autre politique gouvernementale. Le résultat final d'un tel jeu peut être une allocation sous-optimale des ressources aux gouvernements régionaux et municipaux si les intérêts politiques ne sont pas respectés par ces ressources aux gouvernements régionaux et locaux si les intérêts politiques priment sur les principes politiques (Greer, 2010 ; Levitt et Snyder, 1995). Bien entendu, le degré de distorsion généré par la distribution des ressources peut varier considérablement, selon la conception des systèmes politiques et institutionnels du pays.

Dans notre étude, nous nous intéressons dans une première section à la redistribution à un niveau plus décentralisée, en effet, la commune est la collectivité territoriale la plus décentralisée au Maroc. Nous utilisons un ensemble de données fiscales et budgétaires complet développé et collecté, soit directement auprès des communes étudiées, auprès des perceptions et auprès des trésoreries préfectorales. Ce qui permet de tester toutes les principales hypothèses sur les déterminants du financement régional trouvées dans la littérature. Le reste du document est structuré comme suit. La deuxième section traite la relation entre la décentralisation, régionalisation avancée et redistribution, en détaillant dans ce point, nous avons essayé de mettre en évidence les transferts et les facteurs politiques, dans un premier point, puis nous traiterons la distribution des richesses, et finalement nous aborderons les régimes de l'État-providence et inégalité des revenus. La troisième section présente le modèle avec ses hypothèses de recherches et la spécification empirique et finalement termine par une conclusion.

¹ L'ensemble de ces communes est de 20 communes dans la province de TATA, et 25 communes pour la province de TIZNIT.

2. Décentralisation, régionalisation avancée et redistribution

La structure de l'État moderne dans la plupart des pays du monde se caractérise par l'existence de deux niveaux de gouvernement : le gouvernement central, responsable de la réalisation de certains buts et objectifs au niveau de l'État dans son ensemble, et les autorités publiques territoriales (infranationales), qui fonctionnent au niveau de la région, de la province ou de la commune et disposent de pouvoirs de prélèvement fiscal dans le cadre des attributions qui leur sont déléguées, ainsi leurs responsabilités en matière de dépenses sont déléguées par la loi.

Traditionnellement, on considère que la décentralisation conduit à une plus grande efficacité dans la fourniture des biens publics. Toutefois, les pratiques de décentralisation ont montré que les gains d'efficacité maximum ne sont obtenus qu'en l'absence d'externalités et de comportements opportunistes des autorités—décentralisées—infranationales vis-à-vis des autorités centrales. Sinon, des problèmes, notamment des contraintes budgétaires, se poseront. Les contraintes fiscales et les contraintes budgétaires allégées ont pour effet la diminution des résultats attendus de la décentralisation.

Dans le système décentralisé de la structure de l'État, les activités des autorités régionales sont fondées non seulement sur les spécificités locales du développement socio-économique, mais aussi sur les mécanismes de responsabilité, lorsque le gouvernement régional. En outre, les gouvernements régionaux ne sont pas seulement responsables du développement socio-économique local, mais aussi de la population locale, qui tient le gouvernement local responsable de ses actions.

Cela le distingue d'un système centralisé, dans lequel les décisions sont prises au niveau central, sans adaptation aux circonstances locales et à la responsabilité des autorités régionales devant le gouvernement central. Les différences dans les principes de responsabilité fournissent des conditions préalables importantes pour une meilleure gouvernance régionale dans une structure d'État décentralisé que dans un système centralisé.

L'essence de la structure décentralisée de l'État peut être réduite à la possibilité pour ses entités constitutives de prendre des décisions autonomes dans le cadre d'un seul ensemble étatique. Cela garantit la réalisation et la préservation de l'unité de l'État et l'autonomie relative des entités constitutives de la nation avec leur égalité juridique dans leurs relations avec le centre décentralisé. L'État décentralisé offre le mécanisme le plus stable et le plus souple pour coordonner les intérêts du centre et des régions, les sujets de Nation ont intérêt à préserver l'unité de l'État.

La décentralisation crée également les conditions préalables à une organisation et un fonctionnement efficace des finances aux différents niveaux de gouvernement, y compris le processus budgétaire. De plus, il renforce la confiance des citoyens dans la gestion de deniers publics. La pratique des finances publiques dans un État à plusieurs niveaux budgétaires est appelée décentralisation budgétaire, dont l'essence consiste à organiser le fonctionnement effectif et l'interaction des budgets à tous les niveaux, dans le respect des intérêts de tous les participants.

De même, la régionalisation avancée, par les larges compétences qu'elle accorde aux conseils régionaux, constituera pour elle une opportunité sans précédent de faire prévaloir son savoir-faire en matière d'autogestion et de gestion d'entreprise, en renforçant l'attractivité des investissements pour combler les déficits du marché du travail (Brahim, 2020). Sur un autre volet, il est intéressant de noter que pour la réussite et l'efficacité du projet de régionalisation avancée en particulier, l'équité spatiale demeure une condition nécessaire à la convergence des actions de développement humain durable à l'échelle microscopique (Ibourk et Raoui, 2021).

Toutefois, la décentralisation des finances publiques crée le problème de la répartition disproportionnée des transferts provenant de l'État central vers les dépenses régionales. Au cœur de cette section de la théorie, des finances publiques se trouvent les travaux de Oates (1998) et Logan (1986), qui ont démontré empiriquement l'effet de cette répartition

disproportionnée, et les travaux théoriques de Niskanen (1968), McGrillivray et Morrissey (2000) et Megdal (1987), qui étudient les causes et les conditions préalables de cet effet. Le plus souvent, cet effet est traité comme une anomalie économique, qui ne devrait pas se produire dans les modèles standards de la décentralisation fiscale.

Les explications classiques de la répartition non égalitaire le lient à une inadéquation entre les fonctions de bien-être que les électeurs et les représentants du gouvernement maximisent, avec une connaissance incomplète des électeurs sur l'aide décentralisée fournie à leur région, ainsi qu'une inadéquation entre le type de subvention qu'ils reçoivent et la nature de leurs activités.

2.1. Transferts et alignement politique

L'analyse des déterminants politiques des systèmes de transferts fiscaux trouve une référence séminale dans l'analyse de Wright (1974) de la distribution des fonds du New Deal aux États-Unis américains. Wright a constaté que les variables politiques avaient un pouvoir explicatif supérieur à celui des variables économiques pour expliquer la distribution des transferts. Plus récemment, un examen des déterminants des subventions intergouvernementales dans douze pays par Boex et Martinez-Vazquez (2005) conclut que l'influence politique des gouvernements infranationaux, et pas seulement les considérations d'efficacité ou d'équité, est un aspect important des modèles de distribution des transferts.

La littérature a exploré un certain nombre de voies par lesquelles la politique peut influencer les relations fiscales intergouvernementales—i.e., entre le gouvernement et les régions. Le modèle général de référence est celui de Dixit et Londregan (1998). Ces auteurs concluent que, sous certaines conditions, les partis répondent aux incitations politiques et à la productivité. Ainsi, les régions ayant une part plus élevée d'électeurs seront les plus susceptibles de recevoir davantage de transferts. En utilisant le même cadre, Johansson (2003) trouve des preuves que les subventions intergouvernementales ont été utilisées en Suède de 1981 à 1995 comme un instrument pour améliorer les chances électorales.

Les preuves de l'influence politique sur la distribution des transferts sont nombreuses. Rao et Singh (2001) montrent que les États de l'Inde ayant un plus grand pouvoir de négociation politique reçoivent des transferts par habitant plus importants. De même, Worthington et Dollery (1998) et Porto et Sanguinetti (2001) constatent que les gouvernements fédéraux d'Australie et d'Argentine ont utilisé les instruments de transfert pour acheter du capital politique et augmenter leurs chances de réélection, respectivement.

Borcan (2020) montre que l'alignement sur les gouvernements locaux est crucial pour influencer les élections nationales par le biais, entre autres, de la fraude électorale. Une conception de discontinuité de régression utilisant les élections locales roumaines et un référendum de 2012 sur la destitution du président révèle des taux de participation plus élevés au référendum dans les localités alignées sur la coalition au pouvoir - les initiateurs de la destitution. Les tests médico-légaux électoraux montrent des distributions anormales du décompte des voix dans les bureaux de vote, compatibles avec le bourrage des urnes. L'effet d'alignement, tiré par les localités rurales, peut expliquer les transferts publics clientélistes observés dans ce contexte et documentés à l'échelle mondiale.

Callen et al. (2020), conformément aux recherches existantes, confirme que les électeurs du parti au pouvoir reçoivent une plus grande quantité de services ; davantage de médecins sont affectés au travail dans les régions du parti au pouvoir. Cependant, malgré beaucoup plus de médecins désignés, il n'y a pas d'augmentation de la fréquentation des médecins. Ces résultats contrastent avec la littérature sur l'alignement politique en montrant que l'alignement sur le parti au pouvoir affecte de manière ambiguë le bien-être des électeurs : une plus grande quantité potentielle de services peut se faire au détriment d'une qualité moindre.

Les résultats sont également évidents dans l'analyse des institutions supranationales. Dans ce contexte, Rodden (2002) observe une relation positive linéaire entre le pouvoir de vote des États

de l'Union européenne et les transferts par habitant reçus des Fonds structurels ciblés sur l'équité. Le nombre de dépenses décentralisées allouées à chaque État des États-Unis s'est également révélé vulnérable à la politique de l'assiette au beurre, comme le montrent Larcinese et al (2006) et Levitt et Snyder (1995).

Le survol de la littérature, alors, a montré qu'il y a une relation robuste entre l'affiliation politique et les transferts alloués par le gouvernement central.

2.2. La redistribution des richesses

Dans les pays industrialisés occidentaux, l'évolution de la répartition des revenus en forme de U a été documentée à plusieurs reprises, en fait, jusqu'en 1980 environ, l'écart entre les revenus a généralement diminué pour augmenter à nouveau depuis cette époque-là (voir par exemple, Alderson et Nielsen (2003), Gottschalk et Smeeding (2000)). Il existe des différences dans l'expression de ce schéma de base et dans les niveaux d'inégalité qui varient considérablement d'un pays à l'autre.

Saez et Zucman (2020) examinent les inégalités de revenu et de richesse en Amérique à l'aide de comptes macroéconomiques distributionnels, qui fournissent un aperçu complet du montant global des revenus et de la richesse aux États-Unis. L'étude révèle que les 1 % d'Américains les plus riches ont vu leur part de revenu et de richesse avant impôt augmenter de manière significative depuis la fin des années 1970, et que le système fiscal est devenu régressif à l'extrémité supérieure, les 400 Américains les plus riches payant un taux d'imposition moyen inférieur au taux macroéconomique global. Le document met également en évidence les domaines dans lesquels des recherches supplémentaires sont nécessaires et suggère des moyens d'améliorer la collecte de données afin de mieux mesurer les inégalités.

Boar et Midrigan (2022) trouvent que la forme optimale des impôts non linéaires sur le revenu et le patrimoine est un impôt forfaitaire uniforme sur les revenus du capital et du travail combiné à un transfert forfaitaire, selon un modèle d'équilibre général dynamique avec un risque idiosyncrasique non assurable. L'analyse reproduit la répartition des revenus et de la richesse aux États-Unis et prend en compte la dynamique de transition de longue durée après les réformes politiques. L'étude conclut que les gains de bien-être supplémentaires résultant d'impôts marginaux plus élevés sur le revenu et la fortune sont faibles, en particulier lorsque le planificateur a une forte préférence pour la redistribution, en raison de forts effets comportementaux et d'équilibre général.

Il faut également tenir compte d'un certain nombre d'autres facteurs d'influence (comme la mondialisation ou les institutions du marché du travail)². Les différences dans la composition démographique de la population pourraient également être à l'origine de ces différences.

L'analyse doit permettre d'aller au-delà de l'État actuel des connaissances, en examinant si, après le maintien des structures démographiques, il subsiste des différences dans le niveau et l'évolution à long terme de l'écart des revenus, qui peuvent être compensées par des mesures de redistribution au niveau du gouvernement central. Les politiques de l'État-providence ou d'autres facteurs peuvent expliquer ces différences. Afin de parvenir à une estimation plus précise de l'influence des systèmes de transfert dans notre étude, nous prendrons en compte ici aussi des différences de la structure démographique. Compte tenu de la raréfaction des fonds publics, l'efficacité (au sens de la redistribution) et la rentabilité (en termes de bien-être) deviennent de plus en plus importantes (Korpi et Palme, 1998).

2.3. Régimes de l'État-providence et inégalité des revenus

Il convient tout d'abord d'expliquer brièvement quels effets de répartition on peut atteindre des différents régimes de l'État-providence. Les hypothèses correspondantes peuvent être formulées selon la typologie d'Esping-Andersen (Esping-Andersen 1990). Esping-Andersen

² Pour un aperçu, voir Gustafsson et Johansson, 1999.

distinguent idéalement trois « types de régimes » d'État-providence : les États-providence libéraux, dans lesquels dominent des programmes aux prestations modestes. L'éventail des contingences couvertes et le cercle de personnes protégées sont petits. Les régimes de ressources universalistes—c'est-à-dire, couvrant tous les citoyens—avec un caractère de sécurité de base, prédominent. Dans ce régime, on peut s'attendre à un effet redistributif modéré des transferts. Le troisième régime et celui des États-providence conservateurs, dans lesquels des aides (parfois tout à fait généreuses) sont accordées aux personnes âgées et aux personnes handicapées, cependant, celles-ci ne sont pas en mesure de fournir des prestations sociales. Les prestations sont accordées principalement en fonction de leur parcours professionnel et les différences de statut sont maintenues. Il existe une multitude de programmes différents pour les différents groupes professionnels et statutaires spécifiques. L'étendue des risques couverts et le nombre de personnes concernées sont très élevés. L'effet redistributif des transferts est « négligeable ».

Enfin, les États-providence sociaux-démocrates, dans lesquels des prestations généreuses, parfois liées au revenu, sont accordées et les programmes universalistes dominent ; l'éventail des risques couverts est large. Dans les régimes sociaux-démocrates, l'effet redistributif des transferts est élevé.

Pour illustrer, les pays étudiés sont généralement classés dans la typologie d'Esping-Andersen de la manière suivante dans cette catégorie : l'Allemagne est considérée comme un « État-providence conservateur », la Grande-Bretagne comme un « État-providence libéral » et la Suède un État-providence « social-démocrate ». En conséquence, l'Allemagne devrait avoir l'effet redistributif le plus faible, la Suède le plus élevé, tandis que la Grande-Bretagne devrait occuper une position intermédiaire. Sûr, il n'est pas possible de formuler des hypothèses sur la base des seuls effets redistributifs attendus.

Il existe notamment une correspondance étroite entre le type de régime et les institutions du marché du travail : les sociétés dotées d'un régime de bien-être libéral présentent en général des relations de travail peu réglementées avec un faible taux de syndicalisation, peu de concertation entre les syndicats et des négociations collectives décentralisées qui, ensemble, entraînent une forte dispersion des salaires. En revanche, les régimes sociaux-démocrates sont souvent associés à une forte densité syndicale, à une coordination entre les syndicats et à des négociations salariales centralisées qui limitent la dispersion des revenus du marché.

Les pays dotés de régimes conservateurs ne présentent pas de schéma clair en ce qui concerne ces facteurs, mais l'Allemagne en particulier ressemble à la Suède (Esping-Andersen 1999 : 19-21). On peut donc s'attendre à une faible inégalité des marchés du travail en Allemagne et en Suède, et à une forte inégalité en Grande-Bretagne.

Il est difficile d'estimer l'écart entre les revenus disponibles et l'effet de redistribution des transferts, qui peut être négligeable, fort ou modéré, à part le fait qu'il est le plus faible dans les systèmes sociaux-démocrates.

Quant aux mesures de l'inégalité, l'indice de Gini est l'indice le plus utilisé en matière de mesures des inégalités de revenus, qui a une valeur de zéro en cas de répartition égale des revenus et un en cas d'inégalité absolue³. Ce coefficient est particulièrement sensible aux changements au centre de la distribution, mais pas aux changements à la périphérie.

L'indice d'Atkinson est donc également présenté en complément, avec le paramètre d'aversion à l'inégalité fixé à zéro et un, celui-ci est plus sensible aux changements dans le bas de la distribution des revenus (Mitchell, 1991 ; Becker et Hauser, 2003).

³ Lorsqu'une personne ou une commune détienne la totalité des revenus.

3. Méthodologie de recherche

3.1. Hypothèses de recherche tirées sur la base de la littérature :

Il ressort de ce survol de littérature les hypothèses de recherche suivantes :

- La décentralisation améliorera l'efficacité de la fourniture des biens publics, mais elle peut entraîner des contraintes fiscales et des problèmes de distribution disproportionnée des fonds du gouvernement central aux dépenses régionales.
- Les considérations politiques, plutôt que l'efficacité ou l'équité, jouent un rôle important dans la distribution des transferts fiscaux intergouvernementaux, et les régions ayant une plus grande influence politique sont plus susceptibles de recevoir des transferts plus importants.
- La prise en compte des différences de structure démographique conduira à une estimation plus précise de l'influence des systèmes de transfert sur l'inégalité des revenus, et les différents régimes d'État providence auront des effets redistributifs variables sur l'inégalité des revenus.

3.2. Terrain et données de l'étude

Sur la base des données de 44 communes urbaines et rurales de la région d'Agadir (de la province de TATA et TIZNIT) allant de 2013 à 2017, pour les variables suivantes : Dotations TVA transférées du gouvernement central, les recettes de fonctionnement, les recettes d'investissement, les dépenses, la taille de la population et l'alignement politique ainsi que la surface de la commune.

Tableau N°01 : Définition des variables

Variable	Définition
Dotations de TVA transférées	Les transferts versés par l'État aux communes prévenant de la part dans le produit de TVA.
Recettes de fonctionnement	Les recettes de fonctionnement de la commune
Recettes d'investissement	Les recettes d'investissement de la commune
Les dépenses	Les dépenses de la commune
Taille de la population	Le nombre de personnes qui habite dans la commune selon le recensement HCP 2014
Alignement politique	Cette variable mesure si les décideurs du conseil communal appartiennent au même parti politique (ou à la même tendance politique) auquel il fait partie la majorité des décideurs du gouvernement central.
Surface	La surface géographique de la commune en km ²

Source : Auteurs

3.3. Le modèle de Meltzer-Richard

Dans l'analyse qui suit, les auteurs supposent que chaque État prend pour acquises les taxes et les dépenses décentralisées. La fonction composite des impôts étatiques et fédéraux est le résultat de l'addition des impôts étatiques et fédéraux. À chaque niveau de gouvernement, la fonction fiscale est supposée avoir une garantie de revenu r et un taux d'imposition marginal constant t , ce qui donne la fonction fiscale totale suivante :

$$T(y) = (t_s + t_f)y - r_s - r_f,$$

où les indices s et f indiquent, respectivement, l'État et le gouvernement décentralisé. Compte tenu de la structure fiscale et des préférences résumées dans la fonction d'utilité $U(c, n)$, la décision d'offre de travail est déterminée par :

$$\max_{n,c} U(c, n) \text{ s.t. } c = nx(1 - t_f - t_s) + r_s + r_f,$$

Où c est la consommation, n est l'offre de travail, et x est la capacité (c'est-à-dire le taux de salaire), avec $c > 0$ et $n \geq 0$.

La solution aura deux branches. Les individus au-dessus d'un certain niveau de capacité, x_0 , travailleront et auront une fonction d'offre de travail $n(x(1-t_f-t_s), r_s + r_f)$; les individus dont la capacité est inférieure à x_0 ne participeront pas au marché du travail.

En supposant que la distribution des capacités suit une distribution cumulative $F(x)$, le pourcentage d'agents ne travaillant pas est donné par $F(x_0)$, que nous appellerons le taux de dépendance. Par souci de simplicité, nous appelons ce taux de dépendance F .

La contrainte budgétaire de l'État est donnée par :

$$t_s \int_{x_0}^{\hat{x}} xn(x(1 - t_f - t_s), r_s + r_f) dF(x) = \psi r_s,$$

Où le paramètre mesure la part de l'État dans le coût d'un dollar de transferts. Ce coût diffère d'en raison des subventions reçues par les États dans le cadre des programmes fédéraux de subventions. Par exemple, lorsque le taux de contrepartie est de 3 pour 1, $= 1/(1+3) = 0,25$. En supposant que le loisir est un bien normal, nous pouvons facilement prouver que $n/r_s < 0$, et que $x_0/r_s < 0$ ce qui implique que, pour un t_s donné, il existe une solution unique pour r_s .

Roberts (1977) montre que l'équilibre au problème de choix collectif consistant à choisir une paire (t_s, r_s) par la règle de la majorité simple existe, et cette paire d'équilibre correspond au point idéal de l'électeur à capacité médiane.

3.4. Spécification empirique

On cherche à expliquer la taille des transferts octroyé par l'État aux communes suivant la fonction suivante :

$$T_{it} = RF_{it} + RI_{it} + D_{it} + POP_{it} + AP_{it} + S_{it} + u_{it} + e_{it}$$

Où T est les transferts de l'État aux communes, RF sont les recettes de fonctionnement de la commune, RI sont les recettes d'investissement, D sont les dépenses totales, POP est la taille de la population, AP désigne l'affiliation politique, qui prend le numéro 1 s'il est affilié, 0 autrement. Les indices i et t sont la commune et le temps, respectivement.

4. Faits stylisés et discussion des résultats

Les données que nous avons dans notre spécification empirique sont collectées auprès des communes susmentionnées⁴.

Tableau N°2. Statistiques descriptives

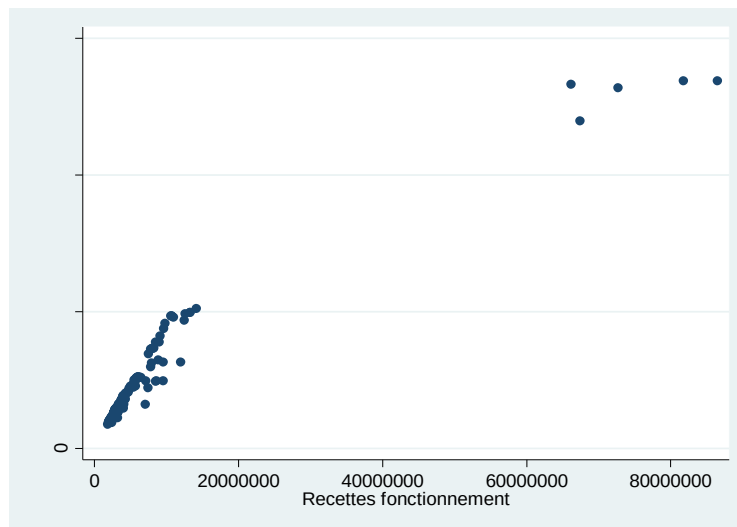
Variable		Mean	Std. Dev.	Min	Max	Observations
Transferts TVA	overall	4212626	3848373	1762000	2.69e+07	N = 220
	between		3876122	1871800	2.62e+07	n = 44
	within		245099.2	2005426	5013626	T = 5
Total recettes de fonctionnement	overall	5909889	1.09e+07	1864223	8.65e+07	N = 220
	between		1.09e+07	2060217	7.49e+07	n = 44
	within		1281715	-2823271	1.75e+07	T = 5
Total d'investissement	overall	8011312	1.29e+07	370050.3	7.89e+07	N = 220
	between		1.20e+07	746158.7	7.06e+07	n = 44

⁴ Les données L'ensemble de ces communes sont étalées sur une période de 5 ans depuis 2014 jusqu'à 2018

	within		4965513	-7239834	4.47e+07	T = 5
Dépenses	overall	8706701	1.48e+07	2108892	1.09e+08	N = 220
	between		1.39e+07	2328610	9.25e+07	n = 44
	within		5579252	-3.18e+07	4.09e+07	T = 5
Population	overall	7715.659	10991.86	1554	74699	N = 220
	between		11093.63	1554	74699	n = 44
	within		0	7715.659	7715.659	T = 5
Surface	overall	67683.95	123409.7	400	600000	N = 220
	between		124552.4	400	600000	n = 44
	within		.3021989	67681.95	67685.95	T = 5

Source : Calculs faites par l'auteur

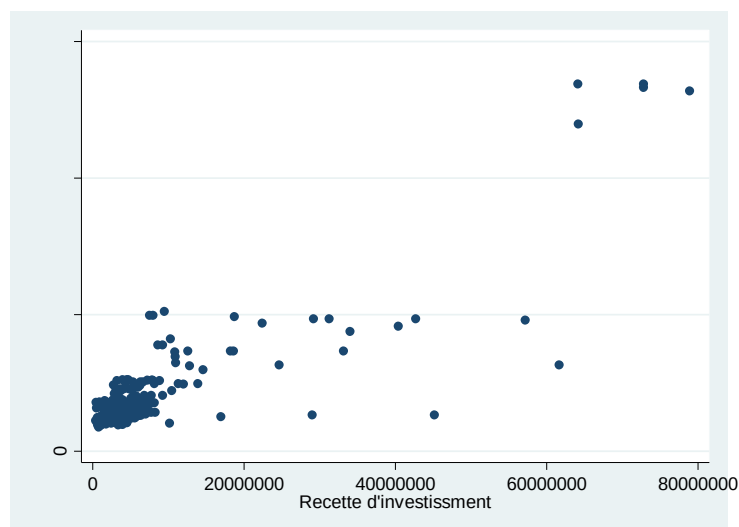
Graphique 1. Transferts vs Recettes de fonctionnement



Source : Auteurs

Le graphique ci-dessous (graphique 1) montre une association positive entre les transferts provenant de la part du gouvernement et les recettes de fonctionnement, ce qui est contre-intuitif. En fait, une répartition égalitaire suppose que les communes qui ont suffisamment de ressources doivent recevoir plus de fonds de la part des autorités centrales. En effet, le fait que les communes disposent de plus de ressources sont capables de recevoir plus.

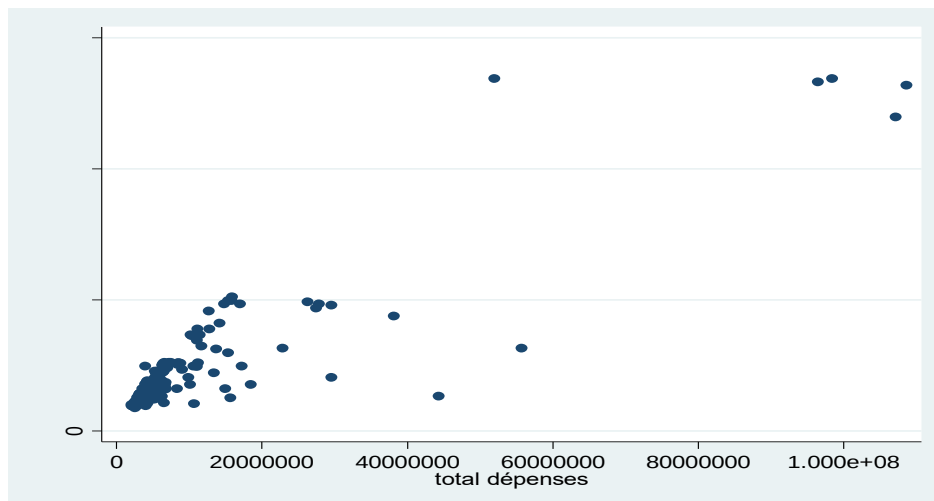
Graphique 2. Transferts vs recettes d'investissement



Source : Auteurs

Le graphique 2 montre une association positive entre les transferts provenant de la part du TVA perçue auprès du gouvernement et les recettes de fonctionnement de la commune, ce qui est contre-intuitif. En fait, une répartition égalitaire suppose que les communes qui ont suffisamment de ressources doivent recevoir plus de fonds de la part des autorités centrales. En effet, le fait que les communes disposent de plus de ressources sont capables de recevoir plus.

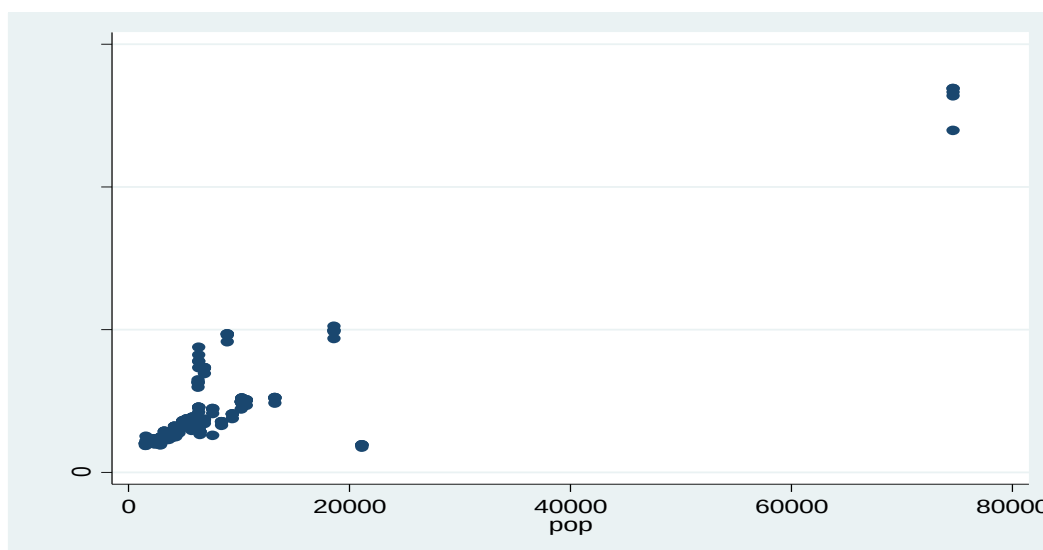
Graphique 3. Transferts vs dépenses totales



Source : Auteurs

Quant à la relation entre les transferts et les dépenses totales (graphique 3), il y a une hétérogénéité dans le comportement des communes vis-à-vis du montant des transferts versés par l'État et les recettes d'investissement des communes. Cela s'explique par le fait que les recettes d'investissement ne sont pas régulières, cela est due à l'effet de conjoncture, contrairement aux recettes de fonctionnement. Toutefois, l'association positive entre les transferts et les recettes totales est forte. Les dépenses de la commune sont aussi un déterminant important du niveau des transferts (graphique 3). Le besoin des communes en termes de ressources pour financer leurs dépenses. Ainsi, le graphique ci-dessus montre la corrélation positive entre les dépenses totales et les transferts provenant du gouvernement central.

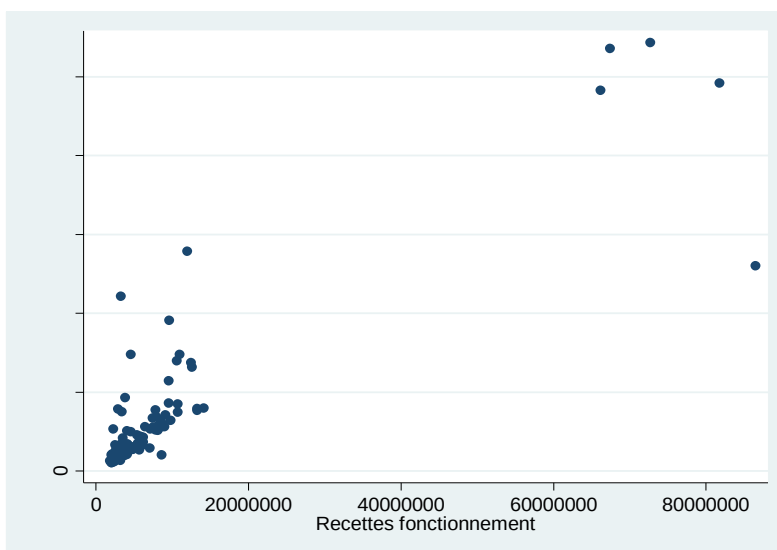
Graphique 4. Transferts vs taille de la population



Source : Auteurs

La taille de la population, pour sa part, est fortement liée au niveau de transferts. L'accroissement des transferts provenant du gouvernement central en fonction de la population conduite à la réduction des inégalités en termes de bien être entre les communes.

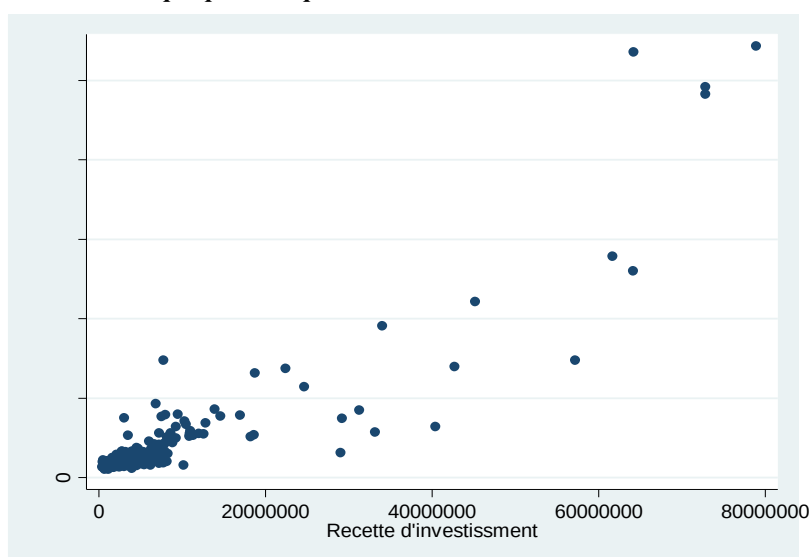
Graphique 5. Dépenses vs recettes de fonctionnement



Source : Auteurs

En ce qui concerne les dépenses, ils sont expliqués en grande partie par les recettes de fonctionnement (graphique 5). Ainsi, la corrélation entre les recettes de fonctionnement et les dépenses est forte.

Graphique 6. Dépenses vs recettes d'investissement



Source : Auteurs

Les recettes d'investissement, malgré qu'elles expliquent les dépenses, la force de l'association entre les deux variables n'est pas aussi forte que celle entre les recettes de fonctionnement et les dépenses (graphique 6).

Tableau 3. Corrélations entre les variables

	Tableau 3.1. Corrélations entre les variables					
	Transf~s	Totrec~t	totrec~tdépens~s	pop	surface	
Transferts	1.0000					
Totrecette~t	0.9526	1.0000				
totrecette~t	0.8519	0.8118	1.0000			
dépenses_t~s	0.8918	0.8902	0.9016	1.0000		
pop	0.9045	0.9461	0.7332	0.8537	1.0000	
surface	-0.1729	-0.1281	-0.1150	-0.1128	-0.1119	1.0000

Source : Auteurs

Le tableau 3 donne la corrélation entre les variables de notre étude. Il y a une forte corrélation linéaire entre les transferts et les recettes de fonctionnement s'élevant à 95,26%. De même, la taille de la population est fortement corrélée avec le niveau des transferts se situant à 90,45. Les dépenses totales sont aussi fortement corrélées avec les transferts, l'indice de corrélation linéaire est estimé à 89,18%.

Tableau N°4. Modèle à effet aléatoires

Random-effects GLS regression	Number of obs	=	220
Group variable: ID	Number of groups	=	44
R-sq:	Obs per group:		
within = 0.2611	min =		5
between = 0.8863	avg =		5.0
overall = 0.8837	max =		5
	Wald chi2(6)	=	558.78
corr(u_i, X) = 0 (assumed)	Prob > chi2	=	0.0000

Transferts	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]
Totrecettesfonctionnement	.1189808	.0147844	8.05	0.000	.0900038 .1479578
totrecettedinvestissement	.0025726	.0052505	0.49	0.624	-.0077183 .0128634
dépenses_totales	.0056053	.0048278	1.16	0.246	-.003857 .0150675
pop	194.1596	20.98773	9.25	0.000	153.0244 235.2948
AP	353361.3	405223.6	0.87	0.383	-440862.5 1147585
surface	-1.78664	1.330214	-1.34	0.179	-4.393811 .8205317
_cons	1428463	781387	1.83	0.068	-103027.8 2959953
sigma_u	954068.71				
sigma_e	234330.08				
rho	.94310713	(fraction of variance due to u_i)			

Source : Auteurs

Le modèle à effet aléatoire suppose que l'effet individuel associé à chaque commune est aléatoire. Dans le tableau 4 ci-dessous donne les estimations du modèle à effet aléatoires en niveaux. La part distribuée par l'État est impactée positivement par le niveau des recettes totales de fonctionnement de la commune. Le coefficient associé aux recettes totales est significatif au seuil d'acceptation de 1%, en effet, une augmentation de 10% dans les recettes de fonctionnement est associée à un accroissement de 1,18% des fonds octroyés par le gouvernement central.

En ce qui concerne les variables « recettes d'investissement » et « dépenses totales », malgré leur association positive avec la variable dépendante, elles ne sont pas significatives. La taille de la population est fortement liée avec la part reçue de l'État. Ce résultat est tout à fait logique, puisque l'État octroie les fonds en fonction de la population. La superficie de la commune impacte négativement la part octroyée par l'État aux communes, cependant le coefficient associé à cette variable n'est significatif au seuil d'acceptation habituelle. Des surfaces plus grandes dans la région de Souss-Massa signifient moins de concentration de la population et donc moins de fonds reçus de l'État. L'affiliation politique ne semble avoir un effet significatif sur la distribution de fonds provenant de l'État central.

Tableau N°5. Modèle à effet fixes

Fixed-effects (within) regression		Number of obs	=	220
Group variable: ID		Number of groups	=	44
R-sq:		Obs per group:		
within	= 0.2821	min	=	5
between	= 0.0301	avg	=	5.0
overall	= 0.0299	max	=	5
corr(u_i, Xb) = -1.0000		F(4,172)	=	16.90
		Prob > F	=	0.0000

Transferts	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
Totrecettesfonctionnement	.0986653	.0140165	7.04	0.000	.0709987	.1263319
totrecettedinvestissement	.0018839	.0048102	0.39	0.696	-.0076108	.0113785
dépenses_totales	.002974	.0044433	0.67	0.504	-.0057963	.0117444
pop	0	(omitted)				
AP	0	(omitted)				
surface	-112415.3	52436.74	-2.14	0.033	-215917.6	-8912.872
_cons	7.61e+09	3.55e+09	2.14	0.033	6.07e+08	1.46e+10
sigma_u	1.400e+10					
sigma_e	234330.08					
rho	1	(fraction of variance due to u_i)				

F test that all u_i=0: F(43, 172) = 94.82	Prob > F = 0.0000
---	-------------------

Source : Auteurs

Les modèles à effets fixes supposent que la variable explicative a une relation fixe ou constante avec la variable de réponse dans toutes les observations. Le modèle à effets fixes, qui prend en considération les effets spécifiques à chaque commune⁵, donne des résultats globalement similaires à ceux du modèle à effet aléatoire. En effet, une augmentation de 10% des recettes de fonctionnement est accompagnée par un accroissement de presque 1% de la part octroyée par l'État aux communes.

Compte tenu du fait que la population et l'affiliation politique sont constantes pour chaque commune pendant le temps, elles ont été omises de l'estimation. Cependant, la surface a une très grande association négative et significative au seuil d'acceptation de 5% avec la variable dépendante.

Tableau N°6. Modèle à effets aléatoires en taux de croissance

Random-effects GLS regression		Number of obs	=	176
Group variable: ID		Number of groups	=	44
R-sq:		Obs per group:		
within	= 0.1861	min	=	4
between	= 0.5311	avg	=	4.0
overall	= 0.2203	max	=	4
corr(u_i, X) = 0 (assumed)		Wald chi2(3)	=	48.61
		Prob > chi2	=	0.0000

dlog_transfers	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
dlog_functioning_revenue	.2103826	.0346274	6.08	0.000	.1425141	.2782511
dlog_invst_revenue	.0260118	.009663	2.69	0.007	.0070727	.0449509
dlog_spending	.0018115	.0094521	0.19	0.848	-.0167143	.0203372
dlog_pop	0	(omitted)				
_cons	.0108175	.0041128	2.63	0.009	.0027566	.0188785
sigma_u	0					
sigma_e	.05715381					
rho	0	(fraction of variance due to u_i)				

Source : Auteurs

⁵ Ça peut être due au fait qu'il y a des différences qui sont stables dans le temps entre les communes et qui ne sont pas expliquées par aucune des variables explicatives.

L'un des insuffisances des modèles estimés en niveau est le potentiel de régression fallacieuse lorsque les variables ont une tendance dans le temps et du fait qu'elles sont liées aux autres variables simultanément qui ne sont pas prises en considération par le modèle—i.e., identification non complète. Pour remédier à ces problèmes, on introduit les différences premières des variables en logarithme naturel, ce qui donne une approximation des taux de croissance des variables étudiées et donc élimine la tendance—c'est-à-dire., les variables deviennent stationnaires. De ce fait, les résultats de l'estimation dans les tableaux 4 et 5, montre qu'il y a une relation positive qui lie les recettes de fonctionnement et les recettes d'investissement avec la part de richesses provenant de l'État. En effet, un accroissement de 10% des recettes de fonctionnement est associé à une augmentation de 2,1% des fonds octroyés par l'État. Les recettes d'investissement sont, de leur part, positivement associées à la part provenant de l'État où une augmentation de 10% des recettes d'investissement engendre une augmentation de 0,26% de la part distribuée par l'État. On n'a pas estimé le modèle à effets fixes en taux de croissance parce que l'implémentation des différences premières du logarithme naturel.

5. Conclusion

Cette étude a analysé les déterminants des transferts aux communes de la région Souss-Massa à partir du budget de l'État.

Dans la plupart des pays, la structure moderne de l'État se compose d'un gouvernement central et de collectivités territoriales infranationales, auxquelles sont délégués des pouvoirs et des responsabilités en matière de fourniture de biens publics. La décentralisation est souvent considérée comme un moyen d'améliorer l'efficacité de la fourniture de ces biens, mais elle peut entraîner des problèmes tels que des contraintes budgétaires en cas d'externalités et de comportements opportunistes. La décentralisation permet l'autonomie et la responsabilité régionales, mais crée également des problèmes de distribution disproportionnée des fonds du gouvernement central aux dépenses régionales.

La littérature suggère que la politique joue un rôle important dans la distribution des transferts fiscaux intergouvernementaux. Des études ont montré que les régions ayant une plus grande influence politique sont plus susceptibles de recevoir des transferts plus importants, et que les modèles de distribution des transferts sont influencés par des considérations politiques plutôt que par l'efficacité ou l'équité. Cela est évident dans la distribution des fonds du New Deal aux États-Unis, des subventions intergouvernementales dans divers pays, et dans l'allocation des dépenses par des institutions supranationales telles que l'UE et le gouvernement fédéral américain.

La littérature suggère également qu'il existe une tendance en forme d'U en matière d'inégalité des revenus dans les pays industrialisés occidentaux, avec une diminution de l'écart de revenus jusqu'en 1980, et une augmentation par la suite. Des facteurs tels que la mondialisation et les institutions du marché du travail peuvent également jouer un rôle dans l'inégalité des revenus, et la composition démographique de la population peut également être un facteur. Les études recensées indiquent qu'en tenant compte des différences de structure démographique, il est possible de parvenir à une estimation plus précise de l'influence des systèmes de transfert sur l'inégalité des revenus. L'efficacité et la rentabilité deviennent de plus en plus importantes dans les politiques de redistribution, et les différents régimes d'État-providence (libéraux, conservateurs et sociaux-démocrates) ont des effets redistributifs variables sur l'inégalité des revenus.

Concernant la stratégie empirique, les modèles à effets fixes et à effets aléatoires ont été estimés. L'effet des ressources municipales, de leurs dépenses ainsi que de la taille de la population, de

la superficie et de l'appartenance politique sur le niveau des transferts dans le contexte régional des municipalités de Tata et Tiznit a été estimé.

Cette étude a montré qu'il existe une forte corrélation linéaire entre les transferts et les variables explicatives que sont les revenus de fonctionnement, les revenus d'investissement, les dépenses totales, la taille de la population et la superficie totale, où tous les indices de corrélation sont supérieurs à 80 %.

La part distribuée par l'État est positivement impactée par le niveau des recettes totales propres de la commune. Quant aux variables « revenus de placement » et « dépenses totales », malgré leur association positive avec la variable dépendante, elles ne sont pas significatives. La taille de la population est fortement liée à la part reçue de l'État. Ce résultat est assez logique, puisque l'État octroie les fonds en fonction de la taille de la population. La superficie de la commune a un impact négatif sur la part accordée par l'État aux communes. Des surfaces plus importantes dans la région Souss-Massa signifient moins de concentration de la population et donc moins de fonds reçus de l'État. L'appartenance politique ne semble pas avoir d'effet significatif sur la répartition des fonds de l'État central.

L'une des lacunes des modèles d'estimation de niveau est le potentiel de régression erronée lorsque les variables ont une tendance à la hausse dans le temps et parce qu'elles sont liées simultanément à d'autres variables qui ne sont pas prises en compte par le modèle, c'est-à-dire une identification incomplète.

Dans l'ensemble, cette étude a montré que les revenus des municipalités, indépendamment du fonctionnement ou de l'investissement, de la taille de la population et des dépenses, affectent positivement la part reçue du gouvernement central. D'autre part, l'appartenance politique et la taille de la surface affectent négativement cette part.

Références

- (1). Alderson, A. S., Beckfield, J., & Nielsen, F. (2005). Exactly how has income inequality changed? Patterns of distributional change in core societies. *International Journal of Comparative Sociology*, 46(5-6), 405-423.
- (2). Becker, I., Frick, J. R., Grabka, M. M., Hauser, R., Krause, P., & Wagner, G. G. (2003). A comparison of the main household income surveys for Germany: EVS and SOEP. In *Reporting on Income Distribution and Poverty* (pp. 55-90). Springer, Berlin, Heidelberg.
- (3). Bird, R. M., & Ebel, R. D. (2006). 20 Fiscal federalism and national unity. *Handbook of fiscal federalism*, 499.
- (4). Boadway, R., & Dougherty, S. (2018). Decentralisation in a globalised world: consequences and opportunities.
- (5). Boar, C., & Midrigan, V. (2022). Efficient redistribution. *Journal of Monetary Economics*, 131, 78-91.
- (6). Boehringer, G., Brown, D., Edgeworth, B., Hogg, R., & Ramsay, I. (1983). "Law and Order" for Progressives?: An Australian Response. *Crime and Social Justice*, (19), 2-12.
- (7). Boex, J., & Martinez-Vazquez, J. (2005). The determinants of the incidence of intergovernmental grants: A survey of the international experience. *Andrew Young School of Policy Studies Research Paper Series*, (06-52).
- (8). Borcan, O. (2020). The illicit benefits of local party alignment in national elections. *The Journal of Law, Economics, and Organization*, 36(3), 461-494.
- (9). Brahim, E. M. Advanced regionalization, attractiveness and regional distribution of investments in Morocco. 2020
- (10). Callen, M., Gulzar, S., & Rezaee, A. (2020). Can political alignment be costly? *The Journal of Politics*, 82(2), 612-626.

- (11). Dixit, A., & Londregan, J. (1998). Fiscal federalism and redistributive politics. *Journal of Public Economics*, 68(2), 153-180.
- (12). Esping-Andersen, G. (1990). *The three worlds of welfare capitalism*. Princeton University Press.
- (13). Gottschalk, P., & Smeeding, T. M. (2000). Empirical evidence on income inequality in industrialized countries. *Handbook of income distribution*, 1, 261-307.
- (14). Greer, S. (2010). Territorial politics in hard times: the welfare state under pressure in Germany, Spain, and the United Kingdom. *Environment and Planning C: Government and Policy*, 28(3), 405-419.
- (15). Ibourk, A., & Raoui, S. (2021). Scale effect on territorial disparities of sustainable human development in Morocco: a spatial analysis. *Discover Sustainability*, 2(1), 1-20.
- (16). Johansson, E. (2003). Intergovernmental grants as a tactical instrument: empirical evidence from Swedish municipalities. *Journal of Public Economics*, 87(5-6), 883-915.
- (17). Korpi, W., & Palme, J. (1998). The paradox of redistribution and strategies of equality: Welfare state institutions, inequality, and poverty in the Western countries. *American sociological review*, 661-687.
- (18). Kyriacou, A. P., & Roca-Sagalés, O. (2011). Fiscal decentralization and government quality in the OECD. *Economics Letters*, 111(3), 191-193.
- (19). Larcinese, V., Rizzo, L., & Testa, C. (2006). Allocating the US federal budget to the states: The impact of the president. *The Journal of Politics*, 68(2), 447-456.
- (20). Levitt, S. D., & Snyder Jr, J. M. (1995). Political parties and the distribution of federal outlays. *American Journal of Political Science*, 958-980.
- (21). Lockwood, B., Gonzalez, P., Hindriks, J., & Porteiro, N. (2006). Political budget cycles and fiscal decentralization.
- (22). Logan, R. R. (1986). Fiscal illusion and the grantor government. *Journal of Political Economy*, 94(6), 1304-1318.
- (23). McGillivray, M., & Morrissey, O. (2000). Aid fungibility in assessing aid: red herring or true concern? *Journal of international development*, 12(3), 413-428.
- (24). Megdal, S. B. (1987). The flypaper effect revisited: An econometric explanation. *The Review of Economics and Statistics*, 347-351.
- (25). Mitchell, T. (1991). The limits of the state: Beyond statist approaches and their critics. *American political science review*, 85(1), 77-96.
- (26). Musgrave, R. A. (1983). Public finance, now and then. *FinanzArchiv/Public Finance Analysis*, (H. 1), 1-13.
- (27). Niskanen, W. A. (1968). The peculiar economics of bureaucracy. *The American Economic Review*, 58(2), 293-305.
- (28). Oates, W. (1998). *The economics of fiscal federalism and local finance*. Edward Elgar Publishing.
- (29). Rao, M. G., & Singh, N. (2001). *Federalism in India: Political economy and reforms*.
- (30). Roberts, K. W. (1977). Voting over income tax schedules. *Journal of public Economics*, 8(3), 329-340.
- (31). Rodden, J. (2002). The dilemma of fiscal federalism: Grants and fiscal performance around the world. *American Journal of Political Science*, 670-687.
- (32). Rodríguez-Pose, A., & Sandall, R. (2008). From identity to the economy: analysing the evolution of the decentralisation discourse. *Environment and planning C: Government and Policy*, 26(1), 54-72.
- (33). Saez, E., & Zucman, G. (2020). The rise of income and wealth inequality in America: evidence from distributional macroeconomic accounts. *Journal of Economic Perspectives*, 34(4), 3-26.

- (34). Shah, S., Devarajan, S., Khemani, S., & Ahmad, J. (2007). Decentralization and service delivery.
- (35). Worthington, A. C., & Dollery, B. E. (1998). The political determination of intergovernmental grants in Australia. *Public Choice*, 94(3), 299-315.
- (36). Wright, G. (1974). The political economy of New Deal spending: An econometric analysis. *The Review of Economics and Statistics*, 30-38.